

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION
D'UN ÉTABLISSEMENT DE TRI TRANSIT ET REGROUPEMENT
DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

SOCIÉTÉ GALLOO FRANCE DIVISION VERNOUILLET
N°ICPE 11110

COMMUNE DE **VERNOUILLET**

Par lettre en date du 13 janvier 2015, Monsieur Rik DEBAERE, agissant en qualité de Directeur Général Délégué de la société GALLOO FRANCE SA – Vernouillet, dont le siège social est actuellement situé Première avenue – Port d'Halluin à HALLUIN (59250), sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques en zone industrielle « des Corvées » (section AA, parcelles cadastrales n° 176 et 177), 11 avenue de la Liberté sur le territoire de la commune de Vernouillet (28500) dans le cadre d'une régularisation des activités (activité de broyage des écrans plats précédemment classée sous la rubrique n° 2791 - Traitement de déchets non dangereux) et dans le cadre d'une extension de capacité de stockage et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Le site réceptionne actuellement dans l'installation des DEEE. Après traitement, les déchets sont stockés par type de déchets fractionnés avant expédition vers des entreprises spécialisées dans la valorisation de ces fractions.

Actuellement, les activités de traitement sont effectuées au sein d'un même bâtiment d'une surface de 7 872 m².

L'activité de stockage des fractions est réalisée principalement à l'extérieur. Certaines fractions de broyage et les tubes cathodiques seront stockées dans des auvents couverts.

Les capacités de stockage du site de DEEE passeront de 770 m³ à 1 580 m³.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 13 janvier 2015 complété le 3 avril 2015, le 16 juillet 2015 et le 20 octobre 2015 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 4 mars 2016.

Le plan du site est joint en annexe du projet d'arrêté préfectoral.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les installations sollicitées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint.

Il est à noter que l'établissement n'est pas concerné par la rubrique 3510 (traitement de déchets dangereux) du fait de l'absence de traitement biologique et physico-chimique ni par la rubrique 3531 (élimination de déchets non dangereux) du fait que GALLOO FRANCE Division Vernouillet traite et broie des écrans plats ainsi que leurs composants en vue de leur recyclage, de leur valorisation ou de leur valorisation/élimination.

Par ailleurs, lors de l'instruction du dossier, l'inspection des installations classées a reclassé le lacérateur sous la rubrique 2790 – *installation de traitement de déchets dangereux*, initialement classé sous la rubrique 2791 – *installation de traitement de déchets non dangereux*. En effet, après analyse de la circulaire du 30 novembre 2012 et du courrier de la DGPR du 16 juillet 2007, l'inspection des installations classées a conclu la chose suivante : le lacérateur découpe les plastiques issus des écrans à tube cathodique. Il effectue donc une opération touchant à l'intégrité des pièces des DEEE (cf. définition de la circulaire du 30/11/2012). Il doit donc être classé dans l'une des deux rubriques de traitement 2790 ou 2791 en fonction de la dangerosité des plastiques.

La circulaire indique également que les déchets plastiques issus des DEEE figurant à l'annexe I de la circulaire sont à envoyer dans une installation 2714 ou 2791. Les plastiques traités dans le lacérateur ne provenant pas des DEEE figurant à l'annexe I, ils devront être envoyés dans une installation classée sous la rubrique 2790, dès lors qu'ils n'auront pas subi d'évaluation de la présence ou non de brome ou de la dangerosité.

Ainsi, le lacérateur du site GALLOO FRANCE Division Vernouillet doit être reclassé sous la rubrique 2790 et les plastiques issus du découpage par le lacérateur seront considérés comme déchets dangereux.

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

L'activité principale de la société GALLOO FRANCE Division Vernouillet est le tri, transit et regroupement de DEEE. Les déchets réceptionnés dans l'installation sont : des écrans à tube cathodique, des PAM¹, des GEM HF² et des écrans plats. Environ 30 salariés travaillent sur site.

Le centre de tri, transit et regroupement de DEEE est actuellement soumis à déclaration et dispose de trois récépissés de déclaration :

¹ PAM : petits appareils en mélange, c'est-à-dire des aspirateurs, des fers à repasser, des magnétoscopes...

² GEM HF : gros électro-ménagers hors froid, c'est-à-dire des machines à laver, des fours, des micro-ondes, des laves-vaisselles...

- le récépissé de déclaration n°2011/016 du 28 avril 2011 délivré en vue d'exploiter une activité de démantèlement d'écrans à tubes cathodiques, appareils électroménagers et matériels informatiques sous la rubrique 2711-2 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- le récépissé de déclaration n°2012/005 du 18 janvier 2012 délivré en vue d'exploiter une installation de traitement de déchets non dangereux sous la rubrique 2791-2 de la nomenclature des ICPE ;
- le récépissé de déclaration n°2012/40 du 3 août 2012 délivré en vue d'exploiter une unité de broyage et de tri des écrans plats sous la rubrique 2791-2 de la nomenclature des ICPE.

L'installation est située au sein de la zone industrielle des « Corvées » et est entourée :

- 1 au nord, par une société spécialisée dans l'entretien de poids lourds et le stockage de carburant ;
- 2 à l'ouest, par une société spécialisée dans la récupération de métaux ;
- 3 au sud, par l'avenue Louise Michel ;
- 4 au sud-est, par l'avenue de la Liberté.

Le centre de Vernouillet se situe à 2,5 km au nord-ouest du site. Les habitations les plus proches sont situées à 20 mètres du sud-est à l'est du site.

1.3 Présentation de la demande

La société GALLOO FRANCE Division Vernouillet sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de traitement (tri et broyage) de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans le cadre d'une régularisation administrative pour l'exploitation d'un broyeur d'écrans plats et d'une extension de capacité de stockage et de traitement de DEEE.

Le broyeur d'écrans plats était précédemment classé sous la rubrique 2791 – Traitement de déchets non dangereux. La société GALLOO FRANCE SA sollicite l'autorisation de régulariser sa situation et d'exploiter ce broyeur sous la rubrique 2790 – Traitement de déchets dangereux. Ce broyeur consiste en un broyage des écrans plats en milieu confiné avec aspiration des éléments fins et volatils, suivi d'une séparation des matières broyées par criblage. Il permet d'extraire trois fractions : des fractions de granulométrie de 2 à 12 mm, des fractions de granulométrie supérieure à 12 mm et des boues de décantation. Le dossier indique que les fractions sont composées de polymères, de verre, de métaux ferreux et non ferreux.

Par ailleurs, 5 000 tonnes par an de DEEE seront traités par la société et les capacités de stockage du site passeront de 770 m³ à 1 580 m³.

Enfin, GALLOO FRANCE Division Vernouillet a construit un auvent d'une surface de 160 m² afin de stocker les tubes cathodiques provenant du démantèlement des écrans à tubes cathodiques.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

Les activités principales du site de « Transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques » (rubrique 2711) et de « traitement de déchets dangereux » (rubrique 2790) et les volumes considérés relèvent du régime d'autorisation.

1.5 Maîtrise d'urbanisation

Le risque principal identifié est le risque d'incendie de la zone de stockage des DEEE située à l'intérieur du bâtiment. L'étude de dangers montre que les effets thermiques liés à l'incendie restent confinés à l'intérieur des limites de propriété du site.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 4 mai 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Il a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Le dossier prend en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés. Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée des mesures cohérentes pour supprimer et réduire les incidences du projet.

2.2 Enquête publique

L'arrêté préfectoral en date du 8 avril 2016 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par le directeur.

Les annonces réglementaires sont d'abord parues dans la presse plus de quinze jours avant le début de l'enquête (le 29 avril 2016 dans L'Echo Républicain et L'Horizon). Elles sont ensuite parues de nouveau lors de la première semaine de l'enquête, le 27 mai 2016 dans L'Echo Républicain et L'Horizon).

L'enquête s'est déroulée du jeudi 19 mai 2016 au samedi 18 juin 2016 inclus dans les communes de Vernouillet, Dreux, Vert-en-Drouais, Garnay, Allainville et Louvilliers-en-Drouais, communes concernées par le périmètre d'étude (rayon d'affichage de 2 kilomètres).

Il est à noter que trois personnes se sont présentées aux permanences du commissaire enquêteur. Aucune observation n'a été portée sur le registre de l'enquête, aucun courrier n'a été réceptionné ou remis au commissaire enquêteur et aucune observation par courrier électronique n'a été enregistrée.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport du 4 juillet 2016, le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable sur ce dossier, sous condition du respect par le pétitionnaire de son engagement d'évacuer les terres polluées entreposées à l'intérieur du bâtiment.

À titre personnel et en complément du dossier, le commissaire enquêteur a souhaité avoir des réponses sur les points ci-après, qui n'apparaissent pas suffisamment détaillés dans l'étude :

- 1/ Quelle est la destination finale des déchets non admissibles ou non conformes stockés séparément sur le site ?
- 2/ Le dossier atteste que les terres polluées ont été excavées. Des investigations complémentaires sont-elles envisagées et, en cas de résultat positif, quelles mesures seraient prises ?
- 3/ Existe-t-il des rejets fixes de polluants autres que les oxydes d'azote, de soufre et de poussières mentionnés dans le dossier ?
- 4/ Quelle peut être l'évolution de l'augmentation d'activité de la société GALLOO FRANCE Division Vernouillet au niveau de l'emploi local (stabilité, diminution, augmentation) ?

Par courrier du 28 juin 2016, l'exploitant a répondu à chacune des questions

« 1/ Dans le cas de réception de déchets, il existe une procédure d'acceptation dans laquelle il est fait mention de la conduite à tenir dans le cas où ceux-ci sont non conformes. Nous la joignons en pièce jointe n°1. De plus, les déchets entrants sur le site de Vernouillet sont la propriété des éco-organismes (type Eco-Systèmes et Ecologic). Nous leur déclarons et stockons temporairement ces déchets non conformes dans l'attente de leur reprise et expédition vers des filières adaptées et agréées. Ce sont les éco-organismes qui se chargent de la logistique.

2/ Les terres polluées (2 m3) ont en effet été excavées. Ces terres sont toujours présentes sur site en bac de 600 litres à l'intérieur du bâtiment. Ces terres seront évacuées du site sous quinzaine maximum. Aucune investigation complémentaire n'est envisagée étant donnée la faible étendue et le travail d'excavation réalisé.

3/ Il existe un rejet canalisé en sortie de ligne de broyage des écrans plats. Nous mandatons un laboratoire accrédité pour contrôler tous les trois ans ces rejets selon l'arrêté type de la rubrique 2791 du régime des ICPE. Les paramètres analysés sont les composés organiques volatils (COV) et le mercure (Hg). La dernière analyse a été réalisée les 24/02/2015, les résultats ne présentent aucune anomalie.

Les polluants cités comme les oxydes d'azote, de soufre et les poussières ne sont qu'en concentration très faible puisqu'ils ne sont pas générés par l'activité mais par le trafic routier. Quant à la chaudière, elle est de faible puissance et n'est utilisée que pour générer de la vapeur d'eau sur la ligne de broyage des écrans plats.

4/ L'activité est clairement liée au nombre de postes nécessaires pour les différentes étapes de démantèlement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Dans le cadre de notre surcroît d'activité, nous avons une nécessité de mettre en place du personnel en soutien. De plus, suite à l'obtention d'un renouvellement de contrat en date du 1^{er} juin 2016 qui s'associe à une augmentation des tonnages et à notre volonté de valoriser dans des proportions toujours plus importantes les déchets entrants, nous mettrons dans les jours à venir une équipe supplémentaire de trois personnes à court terme et trois personnes à moyen terme, soit six personnes au total.

Il est entendu que les emplois ne sont pas des salariés directs de la société GALLOO France mais des salariés de notre partenaire (d'insertion sociale). Toutefois, nous contribuons à la pérennité et à l'augmentation des emplois locaux ».

2.4 Avis du conseil municipal

Par courrier en date du 17 juin 2016, le Conseil municipal de la commune de VERNOUILLET émet un avis favorable au dossier présenté par la société GALLOO pour exploiter son activité de traitement des écrans plats et d'accroître la capacité de stockage et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

2.5 Avis des services et organismes consultés

➤ *Avis du de l'agence régionale de santé (ARS)*

Par courrier en date du 14 avril 2016, l'Agence Régionale de Santé émet un avis favorable à ce projet sous réserve des observations suivantes :

1/ **État des lieux de la qualité des sols**

L'Agence régionale de Santé indique que l'étude de l'état des lieux de la qualité des sols réalisée par la société GINGER révèle la présence de zinc, de HAP au droit de l'échantillon S7.1 (ancien stockage de bidons d'huiles usagées solvants sur une surface de 42 m²), ainsi que des teneurs en HCT sur plusieurs échantillons. De ce fait, le bureau d'études recommande d'excaver 2 m³ de terres polluées au niveau du sondage S7 et de procéder à des investigations complémentaires au droit de ce sondage S7, suggérant la pose de piézair en cas de résultats positifs.

Réponse de l'exploitant

Il avait été recommandé par la société GINGER d'excaver 2 m³ de terres polluées au niveau du sondage S7 et de procéder à des investigations complémentaires au droit de ce sondage. Comme indiqué dans notre mémoire en réponses au commissaire enquêteur, « les terres polluées ont en effet été excavées. Ces terres sont toujours présentes sur site en bac de 600 litres à l'intérieur du bâtiment. Ces terres seront évacuées du site sous quinzaine maximum. Aucune investigation complémentaire n'est envisagée étant donnée la faible étendue et le travail d'excavation réalisé ».

Réponse de l'inspection des installations classées

L'état des lieux de la qualité des sols (dossier SP93.BR.026) réalisé par la société GINGER Environnement & Infrastructures conclut également que des sondages complémentaires autour du sondage S7 et des analyses des sols dont les paramètres à rechercher seront les HCT, HAP et COHV devront être réalisés, le dimensionnement de la zone contaminée n'étant pas défini. Parallèlement lors des investigations, des mesures de l'air du sol devront être réalisées.

Ces dispositions sont reprises dans l'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral avec des échéances imposées.

2/ **Le bruit de l'installation**

Les principales sources de bruit ont pour origine :

- le fonctionnement du broyeur et du lacérateur ;
- le fonctionnement des chariots élévateurs
- le compresseur
- la manipulation et le tri des DEEE
- le trafic des camions d'approvisionnement et d'expédition (13 poids lourds par jour maximum) et des véhicules du personnel (30 VL/jour).

Le dossier d'étude d'impact comporte deux rapports de mesures acoustiques réalisées en 2012 puis en 2015 en périodes diurne et nocturne, en limite de propriété.

Les résultats sont essentiellement conditionnés par le trafic à proximité. Les critères d'émergence apparaissent conformes à la réglementation, quelle que soit la période considérée, malgré une augmentation du niveau sonore tant pour le bruit ambiant que le bruit résiduel.

Il est conclu à un faible impact sonore des activités (broyeur, lacérateur, compresseur, installation de tri), implantées à l'intérieur du bâtiment.

Toutefois, il aurait été intéressant d'évaluer la contribution énergétique et la durée de fonctionnement des différentes sources sonores.

Réponse de l'exploitant

Selon l'ARS, « il aurait été intéressant d'évaluer la contribution énergétique et la durée de fonctionnement des différentes sources sonores ». A savoir que toutes les installations potentiellement émettrices de source sonore, sont situées à l'intérieur du bâtiment industriel. A l'extérieur, ne se trouvent que des stockages donc non générateurs de nuisances sonore. D'autant que les niveaux sonores enregistrés aux limites de propriétés par la société SIM Engineering sont relativement loin des limites réglementaires. Ce point est donc sans objet.

Réponse de l'inspection des installations classées

Le Titre 6 – *Prévention des nuisances sonores et des vibrations* de l'arrêté préfectoral réglemente les impacts sonores de l'installation.

3/ L'activité du site est à l'origine d'émissions atmosphériques liées au rejet canalisé du broyeur des écrans plats, au gaz d'échappement des camions assurant l'approvisionnement et l'expédition, aux gaz de combustion de la chaudière alimentée au gaz naturel. Les points de rejets atmosphériques fixes ne sont pas identifiés sur un plan.

Réponse de l'exploitant

Un plan avec l'emplacement de chaque source identifiée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été transmis par l'exploitant. Ces points de rejets atmosphériques fixes sont situés au niveau du broyeur et de la chaudière.

Réponse de l'inspection

Le plan fourni par l'exploitant permet de répondre à la réserve émise par l'ARS. Le lacérateur n'a pas été considéré comme émetteur fixe de rejets atmosphériques par l'exploitant. Toutefois, l'arrêté préfectoral prescrit des mesures sur les poussières des rejets atmosphériques du lacérateur de plastiques (cf. article 9.2.1).

4/ Un schéma conceptuel est présenté dans le dossier ne retenant aucune voie de transfert (ingestion, inhalation, contact) au droit des premières habitations. L'étude n'ayant identifié ni composé traceur de risques sanitaires, ni substances dangereuses pour l'environnement, les étapes relatives à l'évaluation de l'exposition et à la caractérisation des risques ne sont logiquement pas traités. Toutefois, il est noté que la sélection des agents étudiés dans les rejets atmosphériques ne porte que sur les oxydes d'azote, les oxydes soufre et les poussières, sans identifier les composés toxiques potentiels susceptibles d'être présents dans les matériaux (mercure, plomb et autres métaux, COV). Ce point aurait mérité d'être développé.

Réponse de l'exploitant

Les composés toxiques potentiels susceptibles d'être présents dans les matériaux n'ont pas été étudiés dans le détail mais la justification a été développée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. De manière générale, l'explication vient du fait que ces substances sont à l'état de trace dans les éléments reçus sur site.

Réponse de l'inspection

Afin de surveiller les rejets atmosphériques provenant de l'installation de traitement des écrans plats et du lacérateur de plastiques, des mesures annuelles ont été imposées dans l'arrêté préfectoral sur les paramètres suivants : poussières, composés organiques volatils ainsi que sur les métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) (cf. article 9.2.1).

➤ **Avis de la direction départementale des territoires**

Par courrier en date du 12 mai 2016, la direction départementale des territoires émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des réserves émises dans l'avis qui sont les suivantes :

« Le porteur du projet devra s'assurer que son projet est compatible avec les règles du document d'urbanisme, les servitudes et les contraintes éventuellement en vigueur sur le territoire de la commune.

Il doit être demandé au demandeur que si sa demande est concomitante à l'édification de constructions ou à une utilisation nouvelle du sol, il devra s'assurer que son projet respecte les dispositions du code de l'urbanisme notamment en matière de déclaration ou d'autorisation.

Sous réserve de la prise en compte de ces précisions, j'émet un avis favorable à la demande ».

Réponse de l'exploitant

« La compatibilité de notre projet avec les règlements d'urbanisme tels que : servitudes d'utilités publiques et les dispositions applicables du PLU, sont traités dans notre dossier d'autorisation d'exploiter dans les pages 52 à 54. Nous avons donc tenu compte de ces paramètres dans l'élaboration de notre projet global ».

➤ **Avis du service départemental d'incendie et de secours**

Par courrier en date du 18 août 2016, le service départemental d'incendie et de secours émet un avis favorable au projet.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants.

3.1 Impact sur l'eau

L'alimentation en eau du site sera fournie par le réseau communal d'alimentation en eau potable de la commune de Vernouillet. L'eau sera utilisée pour la ligne de traitement des écrans plats, les besoins sanitaires et le nettoyage du site. Un dispositif de disconnexion du réseau public d'alimentation en eau potable est présent sur le site. La présence de dispositif de disconnexion est reprise dans l'arrêté préfectoral à l'article 4.1.3.1).

Les eaux de la ligne de traitement des écrans plats seront utilisées en circuit fermé.

Les eaux usées domestiques sont rejetées vers le réseau de la collectivité, puis traitées à la station d'épuration de la commune de Dreux.

Les eaux pluviales de toiture du bâtiment, les eaux de ruissellement et les eaux de nettoyage sur site seront collectées par le réseau d'eau pluviales du site puis par le bassin de rétention des eaux pluviales et traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Ces eaux traitées rejoindront le réseau de la collectivité avant traitement dans la station d'épuration de la ville de Dreux.

Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées par le réseau d'eaux pluviales du site puis stockées dans le bassin de rétention des eaux pluviales surdimensionné à cet effet (cf. article 7.6.7.1 de l'arrêté préfectoral).

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émission en concentration des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (cf. article 4.3.11) ainsi qu'un programme d'auto-surveillance de ces mêmes eaux (cf. article 9.2.3).

Au regard des rejets et des traitements mis en place, l'impact du projet sur l'eau apparaît maîtrisé.

3.2 Impact sur l'air et les odeurs

Les sources d'émissions atmosphériques seront liées :

- au rejet canalisé du broyeur des écrans plats ;
- au rejet du lacérateur des plastiques issus du démantèlement des DEEE ;
- aux émissions de gaz d'échappement des véhicules poids lourds ;
- aux émissions de gaz de combustion de la chaudière alimentée en gaz naturel.

La prévention de la pollution atmosphérique est réglementée dans le projet d'arrêté. Ce dernier prévoit des valeurs limites d'émission et des contrôles des rejets atmosphériques (cf. article 3.2) ainsi qu'un programme d'auto-surveillance sur les rejets issus de l'installation de traitement des écrans plats (cf. article 9.2.1.1).

Au regard des mesures mises en place, l'impact du projet sur l'air et les odeurs apparaît maîtrisé.

3.3 Impact du bruit et des vibrations

De par son implantation dans la zone industrielle des « Corvées », l'incidence sonore des installations sur l'environnement est négligeable.

Les principales sources de bruit provenant de l'établissement sont le fonctionnement de l'unité de traitement des écrans plats, du lacérateur des plastiques, des chariots élévateurs, du compresseur et de la manipulation des déchets d'équipements électriques et électroniques ainsi que la circulation des camions.

L'étude des niveaux sonores et des émergences a ainsi démontré le respect des seuils applicables à l'établissement.

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émergence (cf. article 6.2.2), des niveaux de bruit limités à 70 dB(A) en période diurne et de 60 dB(A) en période nocturne (cf. article 6.2.3). Un programme d'auto-surveillance des émissions sonores est prescrit dans le projet d'arrêté (cf. article 9.2.5).

3.4 Impact de la gestion des déchets

Les déchets générés sur le site sont principalement des déchets ménagers, des déchets issus de l'activité de tri des DEEE (plastique, tubes cathodiques, plastique, etc.) et des déchets de l'activité de traitement des écrans plats (fractions de broyage d'écrans plats). Ces déchets seront recyclés (tubes cathodiques, cartes électroniques, écrans à cristaux liquides, lampes à décharge, certaines fractions de broyage) ou éliminés (boues de l'installation de traitement des écrans plats, filtres à charbon, boues du séparateur d'hydrocarbures). Ces déchets seront éliminés selon les filières adaptées.

La gestion de ces déchets est réglementée dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. article 5.1).

3.5 Impact des transports

Les principaux axes desservant l'établissement sont les routes départementales RD311, RD4 et la route nationale RN12. Compte-tenu de la préexistence du site, l'impact du transport sera comparable à la situation actuelle : la part du trafic liée à l'activité du site représente au maximum 1 % du trafic routier total des routes RD311, RD4 et RN12.

3.6 Impact énergétique

Les sources d'énergie utilisées par l'établissement sont :

- l'énergie électrique qui sert principalement pour le fonctionnement des équipements de production (unité de traitement des écrans plats, le lacérateur des plastiques, les bandes transporteuses, etc.) et du compresseur et pour l'éclairage ;
- le gaz naturel qui est utilisé pour la production de vapeur dans l'installation de traitement des écrans plats.

3.7 Impact sur le paysage, les émissions lumineuses et le milieu environnant

L'installation est située en dehors de tout périmètre de protection de ZNIEFF ou de zone Natura 2000. Les émissions lumineuses prévues par le projet restent limitées.

3.8 Impact sur la santé humaine

Compte-tenu du fait que les impacts sur les milieux sont maîtrisés et que le niveau d'exposition des populations voisines est très faible, l'impact sur la santé humaine est considéré comme acceptable sur les populations environnantes.

3.9 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que le principal risque lié aux activités du site est l'incendie de la zone de stockage des DEEE située à l'intérieur du bâtiment.

Plusieurs mesures sont prévues pour prévenir ces risques :

- des dispositions constructives appropriées ;
- des moyens de lutte contre l'incendie appropriés : extincteurs, poteaux d'incendie, robinets d'incendie armés ;
- les travaux par points chauds seront réalisables sous délivrance d'un permis feu ;
- l'établissement est clôturé, l'accès est réglementé et le site est équipé d'une télésurveillance ;
- l'acheminement des eaux d'extinction d'incendie vers un bassin de régulation correctement dimensionné. Ce bassin, existant, est isolé (vanne manuelle de barrage) du réseau communal d'eaux pluviales afin d'éviter tout rejet au milieu naturel d'eaux susceptibles d'être polluées.

Compte tenu des mesures mises en place et des prescriptions prises dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. Chapitre 7.6), les risques peuvent être considérés comme maîtrisés.

3.10 Condition de remise en état du site

Conformément aux articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement, la remise en état du site prévoit :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- le démontage et le retrait des matériels et engins spécifiques à l'activité du site ;
- la vidange et le nettoyage (curage) du bassin de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction d'incendie et des séparateurs-débourbeurs à hydrocarbures ;
- une étude de pollution des sols et sous-sols, et éventuelle dépollution.

Le site est soumis aux garanties financières du fait que l'installation est soumise à autorisation sous les rubriques 2790 et 2711 de la nomenclature des installations classées. Toutefois, conformément au décret n° 2015-1250 du 7 octobre 2015, le montant calculé des garanties financières étant inférieur à 100 000 euros, la société GALLOO FRANCE Division Vernouillet est exemptée de l'obligation de constitution de garanties financières pour ce site.

3.11 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

L'inspecteur des installations classées, en s'appuyant notamment sur :

- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

a introduit des dispositions supplémentaires concernant entre autres :

- spécificité sur les ressources en eaux (cf. article 7.6.4) ;
- des spécificités sur les déchets (cf. titre 8) :
 - transport des déchets (cf. chapitre 8.1) ;
 - caractéristiques des déchets admis sur le site (cf. chapitre 8.2) ;
 - modalité de stockage des déchets (cf. chapitre 8.3) ;
 - traitement des déchets sur le site (cf. chapitre 8.4) ;
 - spécificité sur les substances radioactives (cf. chapitre 8.5).

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la régularisation de l'installation de traitement des écrans plats et de l'extension de la capacité de stockage et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les impacts et les risques de l'installation : des bennes et un box couverts en extérieur afin d'entreposer certaines fractions issues du traitement des écrans plats, etc.

Au regard des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impact et de danger important non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'Eure-et-Loir d'autoriser la société GALLOO FRANCE SA à exploiter son installation de traitement des écrans plats et à étendre la capacité de stockage et de traitement de DEEE sur le territoire de la commune de Vernouillet, 11 avenue de la Liberté – Zone Industrielle des Corvées, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.